

Rétablissement de l'équilibre budgétaire en 2012-2013

Faits saillants

- Pour l'année financière en voie de se terminer, le léger surplus prévu fait place à un déficit de 265,2 millions \$ (dont 157 millions \$ pour des charges de retraite extraordinaires). Pour l'année financière 2009-2010, le déficit prévu est de 741 millions \$ (2,7 % du PIB), dont 300 millions \$ en charges de retraite extraordinaires.
- Les objectifs prévus par la loi relativement au budget équilibré et à la réduction du ratio de la dette nette au PIB, pour la période 2007-2008 à 2010-2011, ne seront pas atteints. Toutefois, hormis les charges de retraite extraordinaires, il est prévu de résorber le déficit lors de l'exercice 2012-2013.
- Hausse des dépenses de 5,9 % en 2009-2010. La croissance est ramenée à 1,3 % sur l'ensemble des trois années financières subséquentes.
- Hypothèse d'un recul de 0,3 % du PIB réel en 2009 (+1,0 % en 2008).
- Plan quadriennal de réduction d'impôt des particuliers (coût en 2009-2010: 124 millions \$, coût après implantation complète: 336 millions \$).
- Le taux actuel d'imposition des sociétés de 13 % sera réduit le 1^{er} juillet chaque année, pour atteindre 8 % en 2012 (coût en 2009-2010: 20 millions \$, après implantation complète: 44 millions \$).
- Plan biennal d'investissements en capital totalisant 1,2 milliard \$.
- Besoins d'emprunts de plus de 2 milliards \$ en 2009-2010.

Opinion

Pour l'année financière en voie de se terminer, les rentrées au titre de la taxe sur les minéraux métalliques ont été inférieures de 87 millions \$ aux prévisions, manque à gagner suscité par la chute des cours du zinc. L'impôt des sociétés a rapporté 72 millions \$ de moins que prévu en raison de paiements en trop faits les années précédentes. Ces écarts ont cependant été en bonne partie compensés par des redressements favorables relatifs à la taxe de vente harmonisée. Si bien que le déficit, au lieu du léger surplus prévu, est surtout le résultat d'une hausse imprévue de 318 millions \$ des dépenses, dont 157 millions \$ attribuables aux charges de retraite additionnelles en raison de l'effondrement des marchés financiers.

Pour 2009-2010, une baisse des recettes de 0,6 % (40 millions \$) est prévue. En effet, la perspective d'un déficit n'a pas empêché le Ministre des Finances Victor Boudreau d'aller de l'avant avec un Plan de réduction des impôts, qui sera mis en place d'ici 2012-2013. Les particuliers auront la part du lion, grâce surtout à une réduction progressive des taux d'imposition. Le système actuel de quatre taux – quatre tranches sera éventuellement remplacé par un système à deux taux (9 et 12 %) et deux tranches. Pour les entreprises, le taux d'imposition de 8 % visé pour 2012 correspond au plus bas taux provincial au pays.

Compte tenu de la hausse des dépenses de 5,9 % en 2009-2010, le déficit prévu correspond à 2,7 % du PIB. Pour résorber rapidement ce déficit, le gouvernement prévoit ramener la croissance des dépenses à 1,3 % en moyenne au cours des trois années financières subséquentes. Cela sera accompli grâce à un programme de modération salariale et de compressions des dépenses. Ce dernier est prévu procurer des économies de 182 millions \$ en 2009-2010.

Le budget de capital pour 2009-2010, déposé en décembre dernier, constituait la première année d'un plan biennal record d'investissements totalisant 1,2 milliard \$. Ces investissements se conjugueront aux déficits budgétaires pour engendrer une hausse de la dette nette qui passera l'an prochain de 26,1 % à 30,1 % du PIB. Le gouvernement prévoit que ce ratio plafonnera à 33 % en 2012-2013. Ce pourcentage demeure inférieur à ceux qui prévalaient au Nouveau-Brunswick il y a une décennie.

Les mesures déjà prises pour réduire le rythme de dépenses montrent le sérieux du gouvernement quant à l'objectif de rétablir l'équilibre budgétaire. Cela est en soi rassurant, puisqu'on peut présumer qu'au cas où la situation économique se détériore par rapport aux prévisions, le gouvernement n'hésitera pas à prendre les mesures qui s'imposent.

Marc Pinsonneault

Nouveau-Brunswick

	Prévision	Révision	Budget	Projections		
	2008/09	2008/09	2009/10	2010/2011	2011/12	2012/13
\$000						
Recettes brutes, compte ordinaire	6,671,622	6,683,887	6,612,293			
<i>Recettes fiscales</i>	3,228,565	3,263,065	3,161,957			
<i>Autres recettes</i>	584,633	585,663	720,623			
<i>Transferts fédéraux</i>	2,633,624	2,602,859	2,495,613			
Gains du fonds d'amortissement	224,800	232,300	234,100			
Autres comptes	179,263	191,983	220,389			
Amortissement des contributions d'immobilisations reportées	28,666	29,456	30,553			
Recettes totales	7,104,351	7,137,626	7,097,335	7,220,000	7,530,000	7,880,000
Compte ordinaire	6,565,526	6,859,230	7,219,773			
<i>dont service de la dette</i>	597,021	606,586	623,927			
Autres comptes	250,290	273,942	335,462			
Charge d'amortissement	269,507	269,628	282,979			
Charges totales	7,085,323	7,402,800	7,838,214	7,958,000	8,040,000	8,153,000
Excédent (Déficit)	19,028	(265,174)	(740,879)	(738,000)	(510,000)	(273,000)
<i>charges de retraite extraordinaires</i>		157,000	300,000	300,000	300,000	300,000
Excédent (Déficit) excluant charges de retraite extraordinaires	19,028	(108,174)	(440,879)	(438,000)	(210,000)	27,000
<i>En % du PIB</i>	0.1%	-0.4%	-1.6%			
Service de la dette / Recettes totales	8.4%	8.5%	8.8%			

Évolution de la dette nette

Excédent (Déficit) budgétaire	19,028	(265,174)	(740,879)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(404,807)	(386,666)	(537,466)
Amortissement des contributions d'immobilisations reportées	(28,666)	(29,456)	(30,553)
Recettes reçues pour l'acquisition d'immobilisations corporelles	26,669	50,319	57,206
Charge d'amortissement	269,507	269,628	282,979
Réduction (augmentation) de la dette nette	(118,269)	(361,349)	(968,713)

Dette nette (millions \$)	6,942.9	7,304.2	8,272.9
PIB nominal (millions \$)	26,947.0	27,983.0	27,520.0
en % du PIB	25.8%	26.1%	30.1%

33.0%

Besoins d'emprunts (\$ millions)

Var. de la dette nette	361	969
Ajustement dû aux besoins d'encaisse	389	184
Refinancements	486	379
Programme de prêts étudiants	-	300
Préfinancement	245	(245)
Emprunts NBEFC	620	700
Emprunts pour le <i>New Brunswick Municipal Finance Corp.</i>	117	125
Total	2,218	2,412

Source: Budget principal 2009-2010
Ministère des Finances
Province du Nouveau-Brunswick